

VI

MENSONGES SUR MENSONGES.

Nous touchons à la fin de ce triste épisode ; mais il reste encore un point qui jettera un éternel déshonneur sur MM. McKenzie et Jetté. Entrons maintenant dans la série des mensonges qui sont l'accompagnement inévitable de cette dégoûtante affaire.

Le 2 Mars 1875, M. Jetté a fait un discours en Chambre sur cette question. Nous citons ses paroles du *Hansard*, le rapport officiel de la Chambre :

J'ai été accusé par quelques journaux de l'opposition d'avoir usé de mon influence auprès du gouvernement afin d'obtenir des informations d'avance. Je crois que c'est le temps convenable pour nier péremptoirement une telle accusation.....

Et je désire une enquête pour prouver que ces accusations sont fausses comme je l'ai toujours prétendu.

L'HON. M. MACKENZIE ajoute :

JAMAIS il n'y a eu d'applications auprès du gouvernement pour qu'il achetât les terrains de mon honorable ami.

Aucun terrain n'a été offert et aucune information n'a été DEMANDÉE, si ce n'est ceci. On me présenta une carte des terrains que ces Messieurs devaient vendre et ils me demandèrent si cette vente pourrait entraver les plans du gouvernement dans le cas où il aurait besoin d'acheter des terrains dans ces régions. Je leur répondis que le gouvernement n'AVAIT PAS ENCORE DECIDÉ s'il élargirait l'ancien canal ou s'il en ferait un nouveau, et j'ai refusé de leur donner aucun avis s'ils devaient vendre ou non. C'EST TOUT CE QUI A EU LIEU à ma connaissance, et comme rien ne s'est fait AILLEURS que dans mon propre bureau, je suis sûr que l'honorable Monsieur est exempt de tout soupçon de MÉFAIT dans cette affaire.

C'est dur à dire : mais la correspondance officielle prouve que toutes ces paroles sont autant de MENSONGES des plus graves. D'abord, il est évident que MM. Laflamme, Jetté et autres ont offert leur terrain au gouvernement. La lettre du 7 Octobre, de M. Braun à M. Jetté prouve le contraire, puis-

qu'elle dit : " relativement à cette partie de votre lettre du 17..... OFFRANT DE VENDRE au gouvernement une lisière de terre.....; j'ai reçu l'ORDRE de vous informer etc....."

M. MacKenzie qui avait ordonné de répondre déclare donc par cette lettre savoir que ces terrains lui étaient offerts. Premier mensonge.

Continuons :

Voyant leur supercherie découverte, M. Jetté change immédiatement de front. Il ajoute une seconde confession à sa première, dans la séance du 11 mars avec cette différence que c'est tout le contraire.

Il avoue alors qu'il s'est mis en communication avec le gouvernement et que le gouvernement lui a fait connaître ses plans.

Voilà maintenant qu'au lieu de cette indécision du gouvernement, il appert que celui-ci a informé, par lettre officielle, MM. Jetté et autres qu'il prendrait de 225 à 250 pieds, QU'IL LUI FAUDRA CELA, ce qui jure avec la déclaration de M. McKenzie QU'IL N'Y AVAIT RIEN DE DÉCIDÉ.

Le 2 mars, M. Jette disait : " Je nie avoir usé de mon influence pour obtenir du gouvernement des informations avant le temps (rapport du *Hansard*.)

Le 11 Mars, M. Jetté produit la lettre par laquelle il demande des informations.

Voici des extraits de ce second discours :

Je répète de nouveau que je n'ai jamais reçu du gouvernement, soit directement ou indirectement, d'information qui N'AURAIT PAS PU ÊTRE ANNONCÉE PUBLIQUEMENT.

En avril 1874, j'ai acheté, conjointement avec d'autres, une grande étendue de terrain sur le côté nord du canal La-chine, et au mois de septembre, nous avons décidé de vendre aux enchères la plus grande partie de cette propriété.